

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LUZEAL

Voie Chanteraine
51520 RECY

Références : D1 i 2022 - 671

Code AIOT : 0005701451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement LUZEAL implanté 34 rue de Vouziers 51490 PONTFAVERGER MORONVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 05/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUZEAL
- 34 rue de Vouziers 51490 PONTFAVERGER MORONVILLIERS
- Code AIOT : 0005701451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Luzeal exploite sur la commune de Pontfaverger-Moronvilliers une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation en activité dans la Marne. La capacité de production du site de Pontfaverger-Moronvilliers est de 575 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Le site fait actuellement l'objet d'une instruction pour des modifications non substantielles. Un nouvel arrêté préfectoral sera prochainement pris afin de réglementer :

- la construction d'un nouveau bâtiment de stockage ;
- l'augmentation du stock de biomasse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative du site
- consommations en eau
- épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 1.3, 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Arrêté préfectoral sécheresse	Arrêté Préfectoral du 27/06/2022, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Programme prévisionnel	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	Avant la prochaine campagne d'épandage
5	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	Suite à la prochaine campagne d'épandage

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 03/06/2019, article I.2	/	Sans objet
6	Bilan de l'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Sans objet
7	Adaptation de la dose	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39	/	Sans objet
8	Périmètre d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38	/	Sans objet
9	Respect des interdictions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37	/	Sans objet
10	Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection était essentiellement centrée sur les consommations en eau et l'épandage. L'inspection a pu relever 4 non conformités et propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre préfectorale de suite jointe au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2019, article I.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature article I.2 APC n°2019-APC-71-IC du 03 juin 2019.
Constats : L'exploitant a transmis un état des stocks au jour de la visite. Les quantités de produits finis et de charbon stockées respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2019. Cependant, 1 400 tonnes de biomasse, soit environ 4 000 m3 sont présents sur place, contre 1 200 m3 dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant explique que ce stockage est nécessaire au fonctionnement des installations dans la mesure où les sécheurs fonctionnent actuellement à 98% avec de la biomasse. De plus, la modification des conditions de stockage a été portée à la connaissance de monsieur le préfet de la Marne en juin 2022 afin de demander une augmentation des quantités stockées à 7 000 m3. Cette modification fait l'objet d'une instruction en parallèle de ce rapport.
Proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'indiquer à la société LUZEAL qu'il ne s'agissait pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation et d'encadrer cette modification par arrêté préfectoral complémentaire. Il n'est donc pas proposé de suites administratives pour ce constat, à ce stade.
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 1.3, 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3 forages [...], le débit maximum de chacun des forages est de 10 m3/h. [...] La consommation annuelle n'excédera pas 6 000 m3.
Constats : Le site dispose de 3 forages : bureaux, usine et atelier. Le forage situé au niveau des bureaux ne comporte pas de compteur d'eau. Les compteurs des deux autres forages sont relevés une fois par semaine afin de suivre l'évolution des consommations. Leur débit est estimé à 40 m3/j en moyenne. En 2021, la consommation au niveau des forages usine et atelier était de 5754 m3.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra régulariser la situation administrative du troisième forage du site de Pontfaverger-Moronvilliers auprès de la DREAL et réaliser une télédéclaration sur le site internet du BRGM, à l'adresse suivante " https://duplos.brgm.fr/#/ ", sous un délai de 3 mois . Il est également demandé à l'exploitant, sous ce même délai, d'installer un compteur d'eau au niveau de la pompe du forage des bureaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Arrêté préfectoral sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêté préfectoral sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [Tableau]</p> <p>Pour les ICPE, les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces verts, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées à l'article 3 s'appliquent. - Pour les usages directement liés au process industriel, l'exploitant établit un "plan d'action sécheresse". Ce dernier définit, pour chaque poste, les besoins du site en situation normale et les besoins critiques pour le fonctionnement des installations. Ce plan présente également les mesures organisationnelles et techniques graduelles mises en place pour réduire/optimiser les prélèvements et rejets en période d'alerte, d'alerte renforcée et de crise. - Les rejets des industries peuvent faire l'objet de limitation voire de suppression.
<p>Constats : L'exploitant avait bien pris connaissance de l'arrêté préfectoral sécheresse du 27 juin 2022.</p> <p>Le site est balayé et non nettoyé à l'eau. Suite à la publication de cet arrêté, le lavage des véhicules a été interdit sauf exceptions (risques liés à l'accumulation de poussières).</p> <p>Dans le process, l'eau est notamment utilisée pour l'arrosage des installations et des presses à granulés, ainsi que l'arrosage des récolteuses afin de limiter le risque d'incendie lorsque le produit est très sec.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place un "plan d'action sécheresse" permettant d'agir sur le process industriel.</p>
<p>Proposition de l'inspection :</p> <p>L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre à l'inspection de l'environnement un plan d'action sécheresse tel que défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral sécheresse du 27 juin 2022, sous un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Programme prévisionnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage soit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ; - une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; - une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ; - les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'arrêté préfectoral prévoit, le cas échéant, la transmission de ce programme au préfet avant le début de la campagne.</p> <p>Constats : L'exploitant possède un programme prévisionnel annuel d'épandage. Les programmes des années 2021 et 2022 ont été transmis.</p> <p>Le programme n'étant pas daté l'exploitant ne sait pas dire précisément quand il a été rédigé. Il est établi par l'ASAE qui effectue également celui de la société Cristal Union avec laquelle la société Luzeal partage des parcelles sur lesquelles il leur est possible d'épandre.</p> <p>Le programme prévisionnel fourni présente les parcelles sur lesquelles l'épandage aura lieu, le nom de l'adhérent, le lieu-dit, la commune, la surface, ainsi que le type de culture.</p> <p>Contrairement à ce qui est demandé par l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, ne sont pas mentionnés :</p> <p>"- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ; - les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ; - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage". <p>Proposition de l'inspection :</p> <p>L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre préfectorale de suite. L'exploitant devra transmettre à l'inspection de l'environnement, avant la prochaine campagne d'épandage, un programme prévisionnel d'épandage conforme aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.</p> <p>Observations : Afin de garantir que la société Luzeal est la seule à épandre sur les parcelles choisies, il est recommandé à l'exploitant de préciser que le programme prévisionnel a bien été défini en collaboration avec la société Cristal Union lorsque l'épandage est effectué sur les parcelles communes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Avant la prochaine campagne d'épandage

N° 5 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Cahier d'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. 1° Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ; - les dates d'épandage ; - les parcelles réceptrices et leur surface ; - les cultures pratiquées ; - le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses <p>Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.</p> <p>Constats : L'exploitant établit un cahier d'épandage. Les cahiers d'épandage des années 2021 et 2022 ont été transmis.</p> <p>Le cahier d'épandage fourni présente les parcelles sur lesquelles l'épandage a eu lieu, la date d'épandage, le nom de l'adhérent, le lieu-dit, la référence cadastrale, le type de culture, la surface, le volume et la lame d'eau.</p> <p>Contrairement à ce qui est demandé par l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, ne sont pas mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> "- le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses". <p>Proposition de l'inspection :</p> <p>L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'une lettre préfectorale de suite. L'exploitant devra transmettre à l'inspection de l'environnement, suite à la prochaine campagne d'épandage, un cahier d'épandage conforme aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Suite à la prochaine campagne d'épandage

N° 6 : Bilan de l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan de l'épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend : <ul style="list-style-type: none">- les parcelles réceptrices;- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentative de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés.</p>
Constats : L'exploitant a transmis un bilan de l'épandage effectué en 2021. Ce bilan est conforme aux prescriptions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Adaptation de la dose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Apport des éléments utiles aux cultures sans excéder les besoins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. 1° Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.</p> <p>4°-II : La dose d'apport est déterminée en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ; - des besoins des cultures en éléments fertilisants, tous apports confondus ; - des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ; - des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ; - de l'état hydrique du sol ; - de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années. <p>Pour l'azote, ces apports (toutes origines confondues) ne dépassent pas les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur prairies naturelles, ou prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350kg/ha/an - sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200kg/ha/an (peut être supérieure sous conditions) - sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté (sauf si autorisation par le préfet et dans les limites de 200kg/ha/an) <p>Dose finale retenue pour les déchets solides ou pâteux < ou = 3 kg de matière sèche par m²</p>
<p>Constats : La dose d'apport est définie par l'ASAE. L'exploitant est en mesure d'expliquer son calcul.</p> <p>La cohérence entre la dose prévisionnelle et la dose effective n'a pas pu être évaluée dans la mesure où la dose prévisionnelle n'était pas définie.</p>
<p>Observation : La modification du programme prévisionnel fait l'objet d'une proposition de suite dans le constat n°4. Une vérification de la cohérence entre la dose prévisionnelle et la dose effective pourra être effectuée lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Périmètre d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Définition et dimensionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude préalable comporte : 2° la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ; 3° la représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ; 4° la liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ; 5° l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage
Constats : L'étude préalable transmise en 2015 est conforme aux prescriptions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Respect des interdictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions liées au calendrier d'épandage et conditions météorologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il : L'épandage est interdit : - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé (exception faite des déchets solides) ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ZV – respect des périodes d'interdiction d'épandage définies le cahier de mesures nitrates – fiche 1
Constats : Les interdictions définies à l'article 37 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement adapté et caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I : Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>II : Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à 48h ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 (tableau de l'annexe VII b) sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans. <p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à 48h ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 (tableau de l'annexe VII b) sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans. <p>L'APA fixe les prescriptions techniques applicables pour les dispositifs d'entreposage et les dépôts temporaires.</p>
Constats : La lagune est suffisamment dimensionnée afin d'accueillir les eaux destinées à l'épandage. Elle permet d'éviter tout écoulement vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet